

Lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle

CETA : l'heure du choix a sonné.

« Nous voulons des vaches dans les prés, des territoires animés, des écosystèmes préservés, des éleveurs respectés et des citoyens écoutés.

Et vous, que voulez-vous ? »

Mesdames, Messieurs les candidat(e)s à l'élection présidentielle,

Comme vous, nous ne sommes pas toujours d'accord. Il nous arrive de porter des messages dissonants. Parfois, même, de poursuivre des objectifs différents.

Comme vous, nous débattons, nous confrontons nos idées.

Mais nous avons une cause en commun. Une conviction bien plus forte que nos divergences, une ambition bien plus profonde que celles qui pourraient nous éloigner : nous voulons que les citoyens français aient accès à une alimentation saine et de qualité. Nous voulons que nos paysages restent ouverts. Que nos milliers d'hectares de prairies restent verts.

Nous voulons des vaches dans les prés, des territoires animés, des écosystèmes préservés, des éleveurs respectés et des consommateurs écoutés.

ET VOUS, QUE VOULEZ-VOUS ?

Avez-vous le désir de défendre ce modèle de société, de porter haut les valeurs de notre ruralité ? Partagez-vous notre volonté de nous engager pour l'environnement et la santé ? De promouvoir notre culture, notre agriculture, tout ce qui fait notre identité ?

Alors, en aucun cas, vous ne pourrez approuver ce que les institutions européennes et le gouvernement s'apprêtent à signer.

Sous aucun prétexte, vous n'accepterez de cautionner l'adoption du CETA, cet accord de libre-échange entre l'Europe et le Canada qui ouvrira les portes de notre marché à plusieurs dizaines de milliers de tonnes de viandes issues d'animaux engraisés au maïs OGM, aux antibiotiques et aux farines animales, remettra en question notre principe de précaution et affaiblira nos réglementations.

Comme nous, vous ne verrez dans ce traité qu'emplois sacrifiés, combat écologique oublié, campagnes désertées, justice privatisée et principes démocratiques bafoués.



FONDATION
NICOLAS HULOT
POUR LA NATURE
ET L'HOMME



Comme nous, vous comprendrez que rester silencieux face à ce danger, ce n'est pas faire preuve de responsabilité.

L'heure du choix a sonné : mobilisez-vous à nos côtés !

Pour cela : demandez aux députés européens de voter contre le CETA le 15 février prochain. Et engagez-vous, si vous êtes élu(e) Président(e) de la République, à revenir sur cet accord au cours des six premiers mois de votre quinquennat.

Cécile OSTRIA,

Directrice générale de la Fondation
Nicolas HULOT

Dominique LANGLOIS,

Président d'INTERBEV

CETA, élevage et environnement : chiffres clés

50 000 : c'est le nombre de tonnes de viandes bovines canadiennes qui pourraient, demain, arriver sur le marché européen sans droits de douane dans le cadre du CETA.

30 000 : c'est le nombre moyen de bovins que contient un *feedlot* nord-américain.

80% : c'est la part d'herbe que contient la ration alimentaire des bovins français destinés à la production de viandes.

90% : c'est la part de maïs OGM que contient la ration alimentaire des bovins canadiens.

100 : C'est le nombre moyen de bovins que contient un élevage allaitant français.

2005 : c'est l'année au cours de laquelle l'utilisation d'antibiotiques comme activateurs de croissance pour les animaux d'élevage a été interdite, en Europe. Cette pratique est aujourd'hui routinière au Canada.

13 millions : C'est le nombre d'hectares de prairies entretenus par l'élevage de ruminants, en France.

61% : c'est le pourcentage de citoyens français opposés à l'ouverture du marché européen aux viandes canadiennes, selon un sondage IFOP réalisé en novembre 2016.

81% : c'est le pourcentage de citoyens de ce même échantillon exigeant une consultation citoyenne sur l'entrée en vigueur du CETA.